

Fiche n°5

Des personnels concepteurs de leur enseignement !

L'exigence de personnels hautement formés

Pour « travailler avec les élèves » dans le but de leur « vendre la mèche », *il faut des personnels qui aient été solidement formés sur ces questions, et qui puissent y réfléchir collectivement* pour dépasser le sentiment d'incompréhension et d'impuissance, qui débouche ensuite sur des discours idéologiques sur les dons, le travail, l'effort... *Cette formation est nécessairement disciplinaire* pour comprendre où un élève « bloque » face à une difficulté, il faut avoir suffisamment de recul sur sa propre discipline et les éléments de savoir qui y sont en jeu. *Elle est nécessairement « pédagogique »* aussi pour comprendre la place de la difficulté scolaire, de l'évaluation, il faut avoir du recul sur le métier. Cette exigence de personnels hautement qualifiés pour la démocratisation de l'école implique donc de refuser la taylorisation des interventions pédagogiques. Le souci de « travailler avec les élèves » répond à la dimension pédagogique de la demande d'un « suivi » *des élèves* qui ne se fait pas nécessairement par des personnels spécialisés, ou dans des structures spécialisées.

Reprendre la main sur la définition du métier

« Vendre la mèche », « travailler avec les élèves », reprendre la main sur les programmes et l'évaluation... tout ceci montre l'importance d'une « pédagogie rationnelle », comme Bourdieu et Passeron y appelaient en 1964. Mais le contexte doit rendre méfiant : de nombreuses entreprises de rationalisation externe et technocratique du métier d'enseignant sont à l'œuvre, que ce soit par les évaluations (type PISA), par la diffusion d'en haut des « bonnes pratiques », par la mise en place du « conseil pédagogique », par les « livrets de compétence » et autres « référentiels de compétence » en LV, etc. Ces rationalisations diffusent une vision de l'école qu'il faut rejeter :

-elles reposent sur une vision d'un être humain qui pourrait être restreint à une somme de savoirs/savoir-faire/savoir-être ;

-elles reposent sur une vision taylorienne de l'acte d'enseigner : dicter un cours magistral/évaluer/faire du soutien ;

-elles tendent à transformer les enseignants en de simples exécutants des « bonnes pratiques ».

Face à cela, il faut que les enseignants reprennent la main et le pouvoir sur la définition de leur métier (programmes, pratiques, évaluations, rationalisation de la pédagogie, etc).

Pour cela, outre une solide formation, il faut du temps de réflexion individuelle et collective, du temps de concertation, et l'exigence de participer à la définition de tout ce qui touche au métier. L'expertise enseignante est un gage de démocratisation. La concertation, la réflexion collective sur le lieu de travail et dans la formation permettraient aux enseignants de mieux comprendre les mécanismes de la difficulté scolaire, et donc de mieux pouvoir les résoudre. Les enseignants sortiraient grâce à cela du sentiment d'impuissance et de culpabilité qui les gagne souvent lorsqu'ils ne parviennent pas à faire progresser leurs élèves

La démocratisation suppose de permettre aux enseignants de « vendre la mèche » aux élèves, donc de rompre avec les implicites de l'école (=les profs le savent, et savent le faire, mais ils ne comprennent pas toujours pourquoi certains élèves n'arrivent pas à le faire). Cela suppose de la formation et du temps de réflexion collective, pour trouver les moyens de mettre les élèves dans un rapport au savoir efficace.

Cela dit, la question du rapport au savoir doit être retravaillée avec la question des objectifs : ce qu'on attend de l'élève citoyen, c'est qu'il soit capable d'accéder au rapport au savoir du prof, c'est-à-dire à l'autonomie intellectuelle (ne plus avoir besoin du maître pour apprendre). Cela doit être pris en compte dans la réflexion, car c'est là aussi un enjeu de la démocratisation (permettre à tous les jeunes d'accéder à cette autonomie intellectuelle)

Refuser la taylorisation de l'acte d'enseignement.

Le gouvernement et ses porte-paroles (Descoings, Appar) ont une vision de l'acte d'enseignement dépassée (ou bien calquée sur une certaine façon d'enseigner dans le supérieur). Cette vision, diffusée implicitement à chaque discours, repose sur une rationalisation taylorienne de l'enseignement, qui peut se résumer ainsi :

- Cours magistral (dicter des savoirs de base liés à un socle)
- Evaluation sommative
- Si les savoirs sont acquis, alors possibilité d'approfondissement
- Si les savoirs ne sont pas acquis, alors c'est le cycle remédiation /soutien / accompagnement individualisé en dehors du cours.

Ce modèle ignore totalement les chemins par lesquels les apprentissages se font.

Cette vision de l'enseignement est dangereuse pour notre métier. Elle le dénature et le déqualifie, puisqu'elle réduit la transmission du savoir à un cours magistral (terme qui revient sans cesse dans les discours de Descoings), qui peut bien sûr se faire devant un très grand nombre d'élèves (des amphis ?). Elle méconnaît le fait que transmettre des savoirs suppose des approches différentes, variées, adaptées à chaque question à traiter, etc. Elle tend à déconnecter la transmission et l'évaluation (qui est réduite à l'évaluation sommative), et à déconnecter la transmission et « l'accompagnement » (or, c'est pendant la transmission que les élèves ont besoin d'être « accompagnés », c'est-à-dire ont besoin de comprendre ce qu'on attend d'eux). Elle aboutit à un processus déjà en cours de division du travail (aux profs, les cours, aux assistants pédagogiques, le soutien) qui mutile le métier d'enseignant et fait faire des tâches complexes par des personnels qui ne sont pas qualifiés pour les faire.

Mais cette vision de l'enseignement est aussi un danger pour la démocratisation :

-elle ne permet pas aux élèves de comprendre ce qu'on attend d'eux (le cours magistral renforçant l'implicite) ni de se confronter pendant l'apprentissage à la difficulté cognitive (il faut « apprendre », et pour ce qui est de « comprendre », tant mieux si c'est le cas, sinon ça se passe ailleurs). Elle découpe le « moment » de l'apprentissage en deux de manière totalement artificielle.

-elle divise les élèves entre ceux qui « comprennent » tout de suite (ce qu'on attend d'eux) et qui ont le droit d'approfondir, et ceux qui « ne comprennent pas » et donc doivent attendre le soutien pour espérer le faire.

Cette vision aboutit donc à faire traiter par des personnels non-qualifiés, en dehors du cours, les difficultés scolaires qui auront été générées par.. le système lui-même (cours magistral). Elle crée le problème (impossibilité de faire progresser les élèves de classes populaires) et met en place des structures (qui menacent les statuts et sont peu efficaces) pour y remédier (de manière inefficace). C'est un outil faussement pédagogique de tri des élèves, aux dépens des enfants de classes populaires.

Face à cette vision de l'école, il faut dénoncer le danger de la taylorisation des apprentissages ; il faut réaffirmer l'importance de la qualification et du savoir-faire enseignant, et donner les moyens aux enseignants de bien faire leur travail. Il faut préserver une organisation des enseignements qui respecte l'unité et la totalité du travail des enseignants, en permettant à ceux-ci de mettre en place une pédagogie rationnelle.

Encadré : « effet-maître » ? « effet-établissement » ?

Ces deux notions, apparues dans la sociologie de l'éducation française dans les années 1980, sont liées. Elles prétendent conceptualiser et rendre compte de « l'efficacité » propre de chaque enseignant et de chaque établissement. Elles prétendent ainsi montrer que certains enseignants ou certains établissements sont plus efficaces que d'autres, et ce indépendamment des « moyens » matériels ou financiers.

Pour nous, cette façon de problématiser la question de « l'effet de l'école » est erronée, parce qu'elle s'inscrit dans une logique managériale et dans une perspective de « marché scolaire ». Au demeurant, ses résultats sont faibles et fragiles.

En revanche, il est certain que pour que l'école puisse bien faire son travail, il faut que les personnels

bénéficient d'une solide formation, et que les établissements reçoivent les moyens matériels d'être ambitieux pour leurs élèves. C'est en permettant aux personnels de bien faire leur métier, donc en leur donnant aussi du temps et de l'autonomie pour cela, et non en cherchant à les mettre en concurrence qu'on améliorera la contribution de l'école à la démocratisation.

Bibliographie :

P. Bourdieu, JC Passeron, Les Héritiers, Seuil, 1964

A. Léger, « l'effet établissement », cours de licence de sociologie, 2003

<http://alain-leger.ifrance.com/textes/effet-etablissement.pdf>